

Sécurité et lutte contre la corruption, priorités du gouvernement haïtien

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION AVEC AFP

14 juin 2024



Des centaines de manifestants, dont des citoyens et des policiers du quartier Solino, défilent dans les rues à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, le 12 juin (photo ci-dessus). Ils réclament justice pour les trois policiers anti-gang tués le 9 juin par des gangs. Le 10 juin, le nouveau Premier ministre haïtien Garry Conille a condamné les meurtres de ces fonctionnaires en patrouille dans une partie de la capitale contrôlée par le chef de gang Jimmy « Barbecue » Cherizier.

Garry Conille, a affirmé mercredi 12 juin que le retour à

la sécurité et la lutte contre la corruption seraient les priorités de son gouvernement fraîchement installé.

« Mes chers compatriotes, Haïti est confrontée à des défis majeurs. La violence et l'insécurité paralysent notre quotidien. La crise humanitaire exacerbe les souffrances de nos compatriotes les plus vulnérables. Et l'instabilité politique sape les fondations mêmes de notre société », a-t-il déclaré lors d'une cérémonie officielle.

« Mon gouvernement travaillera sans relâche pour améliorer les conditions de vie de chaque Haïtien et de chaque Haïtienne », a-t-il promis.

Et *« sans sécurité, aucun progrès durable ne peut être accompli », a-t-il ajouté.*

« Pour ce faire, il est crucial que nos policiers et nos soldats soient bien préparés pour faire face aux défis sécuritaires actuels. Et nous veillerons à ce qu'ils disposent d'outils nécessaires pour accomplir leur mission avec efficacité et professionnalisme », a-t-il poursuivi.

La composition du cabinet intérimaire avait été annoncée mardi dans le Moniteur, le journal officiel haïtien.

Haïti pâtit depuis des dizaines d'années d'une instabilité politique chronique. Mais depuis quelques mois, le pays doit faire face à une résurgence de la violence des gangs, qui contrôlent 80 % de la capitale

Port-au-Prince.

Un conseil présidentiel de transition a été formé en avril pour prendre les rênes du pays après la démission du Premier ministre controversé Ariel Henry. L'organe était chargé de désigner un Premier ministre intérimaire et a choisi Garry Conille, médecin de formation qui était jusqu'ici directeur régional pour l'Unicef.

M. Conille a également affirmé mercredi que les institutions étatiques haïtiennes devaient être « *assainies et renforcées* ».

« *La lutte contre la corruption sera une priorité absolue de mon gouvernement* », a-t-il dit.

Il est nécessaire de « *rétablir la confiance* » des Haïtiens dans leurs autorités, ce qui implique une « *transparence totale dans la gestion des affaires publiques* » et « *une tolérance zéro envers la corruption* », a-t-il insisté, promettant des « *audits réguliers* » des ressources publiques.

Le président du conseil présidentiel de transition, Edgard Leblanc Fils, a de son côté rappelé lors de la même cérémonie que la mission du gouvernement était d'œuvrer à juguler la crise « *afin d'ouvrir la voie à l'organisation d'élections libres, démocratiques, crédibles, transparentes* ».

Le pays attend toujours l'arrivée d'un premier contingent d'une force multinationale menée par le Kenya, censée

épauler la police haïtienne dans la lutte contre les gangs.